

Le Rwanda entraîne des réfugiés pour renverser le président burundais

@rib News, 04/02/2016 â€“ Source AFP Des experts de l'ONU accusent le Rwanda de recruter et d'entraîner des réfugiés du Burundi voisin afin de renverser le président burundais Pierre Nkurunziza. Selon un rapport confidentiel obtenu jeudi par l'AFP, ces experts ont interrogé 18 réfugiés burundais, dont six mineurs, qui ont fourni des informations sur leur entraînement dans un camp au Rwanda l'été dernier.

« Ils ont déclaré que leur but ultime était de chasser du pouvoir le président burundais Nkurunziza », indique le rapport qui a été transmis au Conseil de sécurité. Le groupe d'experts est chargé de surveiller l'application de sanctions contre la République démocratique du Congo. Les réfugiés, qui se sont rendus en RDCongo, ont indiqué aux experts qu'ils avaient été recrutés dans le camp de réfugiés de Mahama, dans l'est du Rwanda, en mai et juin 2015. Ils ont reçu pendant deux mois un entraînement militaire de la part d'instructeurs dont certains étaient des soldats rwandais. « L'entraînement comprenait des tactiques militaires et l'utilisation et l'entretien de fusils d'assaut et de mitraillettes, ainsi que des sessions d'endoctrinement idéologique », indique le rapport. Certains ont aussi été entraînés à utiliser des grenades, des mines antipersonnel et antichars, des mortiers et des lance-grenades. Le camp abritait au moins quatre compagnies de 100 recrues, selon les réfugiés qui ont montré aux experts des fausses cartes d'identité de RDCongo fabriquées au Rwanda. Le Burundi, en pleine crise depuis avril 2015, a accusé à plusieurs reprises son voisin rwandais de soutenir des rebelles qui tentent de renverser son gouvernement. Le Rwanda a rejeté ces accusations. « Je n'ai même pas vu la plus petite preuve de cela donc il s'agit de manoeuvres politiques », a affirmé en décembre le président rwandais Paul Kagame, qualifiant les accusations de « puériles ». Les experts de l'ONU ont aussi interrogé six ressortissants rwandais et congolais accusés de s'être livrés à de la contrebande d'armes à la frontière des deux pays en octobre et novembre 2015. Certains des contrebandiers ont affirmé que « les armes devaient servir à soutenir un groupe armé au Burundi », indique le rapport.